

LE JOUR, 1951
15 DECEMBRE 1951

POSSIBILITES SYRIENNES

Les élections que la Syrie annonce pour une date « aussi rapprochée que possible », il paraît difficile qu'elles aient lieu avant le début du printemps. Il faut tenir compte de la saison et des difficultés qu'il y aurait à appeler les électeurs aux urnes en plein hiver.

La Syrie a informé l'Egypte qu'un gouvernement « neutre » ferait les élections. Ce sont des dispositions heureuses qui promettent un retour raisonnable à la légalité.

Quelques mois de régime d'exception, s'ils sont bien utilisés, peuvent améliorer sensiblement la situation chez nos voisins. Il ne faut pas se dissimuler en effet que des mesures énergiques devraient être prises pour redresser une situation qui, sans être compromise, appelle la vigilance la plus grande.

Les questions monétaires, financières, économiques se posent en nombre. Mais ce qui compte, au fond, ce n'est pas que des solutions de détail soient trouvées, mais que la position de principe de la Syrie, en matière économique, soit de nouveau considérée.

Si la Syrie veut bien se souvenir que c'est par l'agriculture qu'elle vit (et par l'agriculture qu'elle dépérit quand la terre ne rend pas), on peut penser qu'elle s'orientera vers une doctrine économique nouvelle.

« L'industrialisation » artificielle n'a donné que des déboires. Les débouchés ont manqué, les tentatives d'autarcie se sont traduites par une véritable anarchie du commerce extérieur.

La preuve est faite, maintenant, que ce sont les produits du sol qui font en Syrie la prospérité ou les vaches maigres. A quoi sert donc de fermer ses portes et de faire du protectionnisme à outrance quand les résultats sont aussi décevants ? Cela ne peut conduire qu'au malaise politique et social, à travers des désillusions innombrables.

Quand la Syrie remettra l'agriculture à son rang, qui est le premier de loin, et qu'elle renoncera à quelques chimères, alors les industries possibles naîtront toutes seules de la prospérité agricole et des opérations de transformation par les machines se proposeront tout naturellement à l'initiative des gens d'affaires.

C'est ce que veut le bon sens. Mais il est devenu clair que la Syrie ne peut pas se donner pour but de s'équiper industriellement en s'entourant d'une muraille de Chine sans s'exposer au pire. Pas plus à l'intérieur qu'à l'extérieur, elle n'a les consommateurs qui justifieraient le bouleversement.

Le gouvernement provisoire actuel doit comprendre ces choses mieux que les hommes politiques peut-être. Si donc l'économie en Syrie retrouvait sa voie, il est probable que tous les autres secteurs de la vie et de l'activité nationale iraient mieux. Les impôts rentreraient plus facilement, la monnaie serait assainie, le crédit serait raffermi, les ressources de l'Etat pourraient augmenter sans danger d'inflation, les travaux productifs se multiplieraient, les problèmes sociaux seraient moins aigus, la confiance dans les institutions et dans l'avenir serait restaurée et, par-dessus tout, l'indépendance de la Syrie ne serait plus menacée de façon chronique par le dedans et par le dehors.

Puissent ces réflexions contribuer à décider les maîtres de l'heure à Damas à remonter le courant et à agir plus sagement que leurs prédécesseurs.